

**Vingt-troisième Conférence annuelle
des Hautes Parties contractantes au Protocole II
modifié annexé à la Convention sur l'interdiction
ou la limitation de l'emploi de certaines armes
classiques qui peuvent être considérées comme
produisant des effets traumatiques excessifs
ou comme frappant sans discrimination**

3 février 2022
Français
Original : anglais

Genève, 10 décembre 2021
Point 14 de l'ordre du jour
Examen et adoption du document final

Document final

I. Introduction

1. L'article 13 du Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996 (Protocole II modifié), annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, prévoit que les Hautes Parties contractantes au Protocole tiennent chaque année une conférence afin de se consulter et de coopérer entre elles pour toute question concernant le fonctionnement de cet instrument.
2. Les Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié, dans les décisions techniques publiées le 14 avril 2021 concernant les travaux relatifs au Protocole II modifié pour 2021 (ci-après dénommées « décisions techniques »), adoptées à l'issue d'une procédure d'approbation tacite et visant à garantir la continuité du processus du Protocole II modifié dans des circonstances exceptionnelles liées à la pandémie de COVID-19 et sans que cela ne crée de précédent, ont décidé de recommander à la vingt-troisième Conférence annuelle un ordre du jour provisoire, tel qu'il figure à l'annexe I du document CCW/AP.II/2020/1. Elles ont également approuvé le montant des coûts estimatifs de la vingt-troisième Conférence annuelle (CCW/AP.II/2020/1, annexe III).
3. La vingt-deuxième conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié n'a pas eu lieu en raison des circonstances exceptionnelles liées à la pandémie de COVID-19.
4. Comme indiqué au paragraphe 31 de son document final (CCW/AP.II/CONF.21/5), la vingt et unième Conférence annuelle avait recommandé au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et au Président désigné de la vingt-deuxième Conférence annuelle, au nom des Hautes Parties contractantes, d'exercer leur influence en vue de la réalisation de l'objectif d'universalité du Protocole II modifié.
5. La vingt et unième Conférence annuelle, au paragraphe 34 c) de son document final (CCW/AP.II/CONF.21/5), a décidé de poursuivre les débats sur le ou les articles du Protocole II modifié sélectionnés, comme la vingtième Conférence annuelle l'avait décidé et fait consigner au paragraphe 31 de son document final (CCW/AP.II/CONF.20/5).
6. Au paragraphe 37 de son document final (CCW/AP.II/CONF.21/5), la vingt et unième Conférence a également décidé que le Groupe d'experts passerait en revue le fonctionnement et l'état du Protocole et examinerait les questions que soulèvent les rapports présentés par les Hautes Parties contractantes en application du paragraphe 4 de l'article 13 du Protocole II modifié, sous la responsabilité générale du Président désigné, et qu'il examinerait la question des engins explosifs improvisés (EEI) sous la responsabilité générale du Coordonnateur, le colonel Pascal Levant (France), secondé par Diana Esperanza Castillo Castro (Colombie).



Dans les décisions techniques, les Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié ont pris note des travaux des Coordonnateurs pour les EEI, qui, en application de l'alinéa d) du paragraphe 35 du document final de la vingt et unième Conférence annuelle, ont examiné et révisé le questionnaire original sur la lutte contre les EEI, et ont prié les Coordonnateurs de soumettre au Groupe d'experts, à sa réunion de 2021, les révisions proposées et d'obtenir son approbation à ce sujet, puis de présenter la version révisée du questionnaire aux Hautes Parties contractantes, pour adoption à leur vingt-troisième Conférence.

7. Dans les décisions techniques, les Hautes Parties contractantes ont décidé, au paragraphe 7, de nommer S.E. l'Ambassadeur du Japon, Ichiro Ogasawara, Président désigné de la vingt-troisième Conférence annuelle.

8. Les Hautes Parties contractantes à la Convention ont décidé, à l'alinéa e) du paragraphe 3 de leurs décisions techniques publiées le 3 mai 2021 concernant les travaux relatifs à la Convention pour 2021(CCW/2020/1), que la vingt-troisième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié se tiendrait le 10 décembre 2021 à Genève.

9. La vingt-troisième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié a été préparée par le Groupe d'experts, qui s'est réuni pendant un jour et demi les 16 et 17 août 2021 à Genève, en application de la décision technique relative aux travaux de la Convention pour 2021 prise par les Hautes Parties contractantes le 3 mai 2021 (CCW/2020/1) et modifiée par procédure d'accord tacite en raison de la pandémie de COVID-19.

II. Organisation de la vingt-troisième conférence annuelle

10. La vingt-troisième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié s'est tenue le 10 décembre 2021 au Palais des Nations, à Genève.

11. Les Hautes Parties contractantes ci-après ont participé aux travaux de la Conférence : Afrique du Sud, Albanie, Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Brésil, Bulgarie, Cambodge, Canada, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Costa Rica, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Guatemala, Hongrie, Inde, Iraq, Irlande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Koweït, Lettonie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Madagascar, Malte, Monténégro, Norvège, Pakistan, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Suède, Suisse, Türkiye, Ukraine, Uruguay et Venezuela (République bolivarienne du).

12. Les États non parties à la Convention dont le nom suit ont participé à la Conférence en qualité d'observateurs : Cuba et les Émirats arabes unis.

13. Les États signataires de la Convention dont le nom suit ont également participé aux travaux de la Conférence en qualité d'observateur : Égypte et Nigéria.

14. Des représentants du Service de la lutte antimines ont également participé aux travaux de la conférence.

15. Des représentants des organismes dont le nom suit ont participé aux travaux de la Conférence en qualité d'observateurs : Centre international de déminage humanitaire de Genève (CIDHG), Comité international de la Croix-Rouge (CICR), Union européenne et Unité d'appui à l'application de la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel.

16. Les représentants des organisations non gouvernementales et des autres entités ci-après ont également pris part aux travaux de la Conférence en qualité d'observateurs : Human Rights Watch et Université d'Édimbourg.

III. Travaux de la vingt-troisième Conférence annuelle

17. La vingt-troisième Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié a été ouverte le 10 décembre 2021 par un représentant des Philippines au nom de l'Ambassadrice Maria Teresa Almojuela, Présidente de la vingt-deuxième Conférence annuelle, qui a présidé la confirmation de la désignation d'Ichiro Ogasawara, Ambassadeur du Japon, en tant que Président de la vingt-troisième Conférence annuelle.

18. La Conférence a tenu deux séances plénières. À la première, elle a confirmé la désignation comme Vice-Président(e)s de Li Song, Ambassadeur de Chine, et de Dayani Mendis, de Sri Lanka.

19. À la même séance plénière, la Conférence a adopté son ordre du jour (CCW/AP.II/CONF.23/1). Elle a reconduit son règlement intérieur, publié sous la cote CCW/AP.II/CONF.15/7, mais a décidé de suspendre l'application de l'article 2, en application du paragraphe 24 du document final de la quinzième Conférence annuelle (CCW/AP.II/CONF.15/8).

20. La Conférence a confirmé la désignation de Radha Day, Directrice par intérim du Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement, comme Secrétaire générale de la Conférence. Heegyun Jung, spécialiste des questions politiques du Service de Genève du Bureau des affaires de désarmement, a fait office de Secrétaire.

21. Pendant ses travaux, la Conférence a examiné les documents CCW/AP.II/CONF.23/1 à CCW/AP.II/CONF.23/6. Les documents de la Conférence sont disponibles dans toutes les langues officielles sur le site Internet de la Convention (<https://meetings.unoda.org/meeting/ccw-apii-2021/>), ainsi que par l'intermédiaire du Système de diffusion électronique des documents de l'ONU, à l'adresse <http://documents.un.org>.

22. Les délégations des États et entités ci-après ont participé à l'échange de vues général : Allemagne, Autriche, Chili, Chine, Espagne, Fédération de Russie, France, Inde, Italie, Iraq, Irlande, Monténégro, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, République de Corée, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suisse, Türkiye, Ukraine, Union européenne, CICR et Service de la lutte antimines.

23. Le Président a présenté un compte rendu des mesures prises pour promouvoir l'universalisation du Protocole II modifié.

24. La Conférence a entendu des exposés sur l'article 11 relatif à la coopération et l'assistance technologiques, en application des décisions prises par la vingtième Conférence (CCW/AP.II/CONF.20/5, paragraphe 31) et par la vingt et unième Conférence (CCW/AP.II/CONF.21/5, paragraphe 34 c)).

25. La Conférence a également entendu un compte rendu du colonel Pascal Levant (France) et de Diana Esperanza Castillo Castro (Colombie), Coordonnateurs pour les EEI, dont le contenu est consigné dans le document CCW/AP.II/CONF.23/2. Les coordonnateurs ont aussi présenté le questionnaire révisé sur la lutte contre les EEI pour adoption par la Conférence, conformément aux décisions techniques, et ont en outre exposé leurs propositions de travaux à mener en 2022 dans le cadre du Protocole II s'agissant des EEI.

26. Le Président et les Coordonnateurs ont fait le point sur les consultations menées avec les délégations concernant la déclaration actualisée sur les EEI, qu'ils ont soumise aux Hautes Parties contractantes pour examen, en application de la décision de ces dernières prises à l'issue d'une procédure d'approbation tacite qui a pris fin le 27 août 2021.

27. Conformément au paragraphe 4 de l'article 13 du Protocole, la Conférence était saisie des rapports nationaux annuels des Hautes Parties contractantes suivantes : Allemagne, Argentine, Australie, Autriche, Bélarus, Belgique, Bulgarie, Cambodge, Chili, Chine, Colombie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Inde, Iraq, Irlande, Israël, Italie, Japon, Jordanie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Maurice, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Siège, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchéquie, Türkiye et Ukraine.

Ces rapports contenaient des renseignements sur ce qui suit :

- a) La diffusion d'informations sur le Protocole à leurs forces armées et à la population civile ;
- b) Le déminage et les programmes de réadaptation ;
- c) Les mesures prises pour satisfaire aux exigences techniques du Protocole et toute autre information utile y relative ;
- d) Les textes législatifs ayant un rapport avec le Protocole ;
- e) Les mesures prises concernant l'échange international d'informations techniques, la coopération internationale au déminage ainsi que la coopération et l'assistance techniques ;
- f) D'autres points pertinents ;
- g) Les renseignements fournis pour alimenter la base de données sur le déminage établie dans le cadre du système des Nations Unies.

On trouvera à l'annexe III du présent rapport un tableau récapitulatif des rapports nationaux annuels soumis pour la vingt-troisième Conférence annuelle.

IV. Conclusions et recommandations

A. Universalisation

28. La vingt-troisième Conférence annuelle a salué les efforts déployés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le Président de la vingt-troisième Conférence annuelle, diverses organisations et l'Unité d'appui à l'application de la Convention en vue de promouvoir une plus large adhésion au Protocole II modifié, malgré les circonstances exceptionnelles liées à la pandémie de COVID-19.

29. À sa deuxième séance plénière, la Conférence a décidé de lancer un appel à tous les États qui n'étaient pas encore parties au Protocole II modifié, dans lequel elle les invitait à prendre toutes les mesures voulues pour y adhérer au plus vite. Le texte de cet appel est reproduit à l'annexe I.

30. La Conférence annuelle a recommandé au Secrétaire général de l'ONU et au Président désigné de la vingt-quatrième Conférence annuelle, au nom des Hautes Parties contractantes, d'exercer leur influence en vue de la réalisation de l'objectif d'universalité du Protocole II modifié. À cet effet, elle a demandé au Président désigné d'envisager de faire rapport à la soixante-dix-septième session de l'Assemblée générale des Nations Unies sur ce qu'il aura fait à cet égard. Elle a par ailleurs engagé les Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié et l'Unité d'appui à l'application de la Convention à promouvoir une plus large adhésion au Protocole II modifié.

31. La Conférence a également décidé que les Hautes Parties contractantes à la Convention poursuivraient, sur une base volontaire, leurs contacts avec les Hautes Parties contractantes au Protocole II initial qui ne sont pas encore parties au Protocole II modifié pour les encourager à le devenir, et faciliter ainsi l'extinction du Protocole II initial. Toute mesure relative à l'extinction du Protocole II initial devrait être prise avec l'accord des Hautes Parties contractantes audit Protocole.

B. Fonctionnement et état du Protocole

32. La Conférence a pris note des exposés sur l'article 11, relatif à la coopération et l'assistance techniques.

33. La Conférence a décidé ce qui suit :

- a) Le Groupe d'experts examinera le fonctionnement et l'état du Protocole et étudiera les questions que soulèvent les rapports nationaux annuels ;

b) Le Groupe d'experts analysera les mesures prises pour améliorer le taux de soumission de rapports et la cohérence de la méthode actuelle d'établissement de rapports dans le cadre du Protocole II modifié ;

c) Les débats sur le ou les articles du Protocole II modifié sélectionnés se poursuivront, comme la vingtième Conférence annuelle l'avait décidé et fait consigner au paragraphe 31 de son document final (CCW/AP.II/CONF.20/5).

C. Engins explosifs improvisés

34. La Conférence a décidé ce qui suit :

a) Les Hautes Parties contractantes demandent à l'Unité d'appui à l'application de continuer de mettre à disposition sur le site Web de la Convention le recueil des lignes directrices, pratiques optimales et autres recommandations visant à faire face au problème du détournement et de l'utilisation illicite de composants pouvant servir à la fabrication d'EEI et, en concertation avec les Coordonnateurs et les Hautes Parties contractantes, d'alimenter et d'actualiser ce recueil à mesure que de nouvelles informations pertinentes sont publiées ; elles lui demandent également de moderniser le site Web de la Convention pour le rendre plus convivial et facile à utiliser ;

b) À l'effet d'établir des lignes directrices fondées sur les pratiques optimales, les recommandations et les enseignements en usage concernant les méthodes de sensibilisation des civils au danger des EEI, le Groupe d'experts poursuivra son échange d'informations volontaire concernant les méthodes, campagnes et pratiques en matière d'éducation aux risques ;

c) Le Groupe d'experts continuera, conformément aux buts et objectifs de la Convention, d'échanger des renseignements, à titre facultatif et compte tenu des politiques nationales en matière de protection de l'information sensible, concernant les mesures, méthodes d'établissement de rapports, pratiques optimales et enseignements nationaux relatifs aux questions suivantes :

i) L'élaboration et le renforcement de mesures cohérentes et coordonnées prises aux niveaux national et régional pour faire face à la menace que représentent les EEI ;

ii) Les nouveaux types d'EEI, notamment leurs mécanismes de déclenchement, les nouveaux composants utilisés comme charge principale et les détonateurs ;

iii) Les méthodes d'enlèvement des EEI, en mettant particulièrement l'accent sur les milieux urbains, ainsi que les innovations techniques et les nouveaux moyens d'enlèvement dans le cadre de l'action humanitaire ;

iv) Les méthodes de protection des civils contre les EEI.

d) Les Hautes Parties contractantes ont adopté le questionnaire révisé sur la lutte contre les EEI (CCW/AP.II/CONF.23/5), que les Coordonnateurs ont présenté à la Conférence en application de la décision figurant au paragraphe 3 des décisions techniques prises par les Hautes Parties contractantes (CCW/AP.II/2020/1).

e) Sur la base des réponses reçues, l'Unité d'appui à l'application est invitée, en consultation avec les Coordonnateurs et les Hautes Parties contractantes, à :

i) Mettre à disposition des Hautes Parties contractantes les réponses apportées au questionnaire original et au questionnaire révisé sur les pages Web à accès sécurisé prévues à cet effet ;

ii) Tenir à jour une liste des coordonnateurs nationaux pour la coopération dans la lutte contre les EEI ;

f) Le Groupe d'experts se tiendra informé des nouveaux faits pertinents relatifs aux activités menées par d'autres entités pour lutter contre la menace que représentent les EEI, afin de garantir la synergie des efforts déployés et de mener des actions de sensibilisation sur des sujets tels que les méthodes de prévention du détournement des précurseurs, des

munitions, des explosifs et des composants susceptibles d'être utilisés pour la fabrication de tels engins.

g) La Conférence reconnaît l'importance qu'il y a à permettre aux hommes et aux femmes de participer de manière équilibrée aux travaux du Groupe d'experts afin d'aider celui-ci à lutter contre la menace que représentent les EEI.

Déclaration sur les engins explosifs improvisés en vue de la sixième Conférence d'examen

35. Au titre du point 10 de l'ordre du jour, la Conférence est parvenue à un consensus sur le texte de la déclaration actualisée sur les engins explosifs improvisés, qui figure à l'annexe V, et a décidé de le soumettre à la sixième Conférence d'examen. Cette déclaration actualisée vise à remplacer la précédente, qui avait été adoptée par la dix-huitième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes et figurait à l'annexe V du document final de cette Conférence (CCW/APII/CONF.18/6).

Texte sur l'examen de l'application du Protocole II modifié en vue de la sixième Conférence d'examen

36. Au titre du point 11 de l'ordre du jour, la Conférence est parvenue à un consensus sur le texte sur l'examen de l'application du Protocole II modifié, qui figure à l'annexe VI, et a décidé de le soumettre à la sixième Conférence d'examen.

D. Suivi

37. La Conférence a décidé que la réunion de 2022 du Groupe d'experts se déroulerait sur deux journées aux dates fixées par la sixième Conférence d'examen devant se tenir du 13 au 17 décembre 2021. Elle a également adopté les coûts estimatifs du Groupe d'experts, tels qu'ils figurent dans le document CCW/AP.II/CONF.23/3.

38. La Conférence a également décidé que le Groupe d'experts passerait en revue le fonctionnement et l'état du Protocole et examinerait les questions que soulèvent les rapports présentés par les Hautes Parties contractantes en application du paragraphe 4 de l'article 13 du Protocole II modifié, sous la responsabilité générale du Président désigné, et qu'il examinerait la question des EEI sous la responsabilité générale des Coordonnateurs. Les travaux du Groupe d'experts seront examinés à la vingt-quatrième Conférence annuelle.

39. La Conférence a en outre décidé que la vingt-quatrième Conférence annuelle se déroulerait en 2022 aux dates fixées par la sixième Conférence d'examen devant se tenir du 13 au 17 décembre 2021. Elle a aussi décidé de recommander à la vingt-quatrième Conférence annuelle un ordre du jour provisoire, tel qu'il figure à l'annexe II. Elle a en outre approuvé les coûts estimatifs de la vingt-quatrième Conférence annuelle, tels qu'ils figurent dans le document CCW/AP.II/CONF.23/4.

40. La Conférence a décidé de proposer la candidature d'un(e) représentant(e) du Groupe des États d'Europe orientale en tant que président(e) désigné(e) de la vingt-quatrième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes devant se tenir en 2022, et celle de représentant(e)s de la Chine, du Groupe des États d'Europe occidentale et autre États et du Mouvement des pays non alignés en tant que vice-président(e)s désigné(e)s.

41. À sa 2^e séance plénière, la vingt-troisième Conférence annuelle a adopté son document final figurant dans le document CCW/AP.II/CONF.23/CRP.1, tel que modifié oralement. Le document final est publié sous la cote CCW/AP.II/CONF.23/6.

V. Questions diverses

42. Certaines Hautes Parties contractantes ont soulevé la question des mines autres que les mines antipersonnel, s'agissant notamment de la protection des civils. Des points de vue divergents ont été exprimés concernant la nécessité de poursuivre l'examen de cette question dans le cadre du Protocole II modifié, y compris en ce qui concerne la protection des civils.

Annexe I

Appel des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié, réunies pour leur vingt-troisième Conférence annuelle

(tel qu'adopté à la deuxième séance plénière, le 10 décembre 2021)

Nous, Hautes Parties contractantes qui avons notifié au Dépositaire notre consentement à être liées par le Protocole II modifié annexé à la Convention sur certaines armes classiques, réunies à Genève le 10 décembre 2021 pour notre vingt-troisième Conférence annuelle :

Ayant à l'esprit la contribution importante qu'apporte le Protocole II modifié aux efforts internationaux visant à atténuer les souffrances causées par certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs, ou comme frappant sans discrimination,

Notant que le Protocole II modifié est le seul instrument juridique international qui couvre tous les types de mines, pièges et autres dispositifs,

Ayant fait le point du fonctionnement et de l'état du Protocole II modifié conformément à l'alinéa a) du paragraphe 3 de l'article 13,

Ayant examiné les rapports nationaux annuels présentés par les Hautes Parties contractantes qui ont notifié au Dépositaire leur consentement à être liées par le Protocole II modifié,

1. *Accueillons avec satisfaction* le fait que 106 Hautes Parties contractantes ont notifié au Dépositaire leur consentement à être liées par le Protocole II modifié ;
2. *Soulignons* qu'il importe de parvenir à l'universalisation du Protocole II modifié, notamment en faisant en sorte que le plus grand nombre d'États possible y adhèrent ;
3. *Demandons instamment* à tous les États qui ne l'ont pas encore fait de prendre toutes les mesures voulues pour devenir au plus vite partie au Protocole II modifié.

Annexe II

Ordre du jour provisoire de la vingt-quatrième Conférence annuelle

(tel que recommandé par la vingt-troisième Conférence annuelle à sa deuxième séance plénière, le 10 décembre 2021)

1. Ouverture de la Conférence.
2. Confirmation de la désignation du (de la) Président(e) de la Conférence et des autres membres du Bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour
4. Reconduction du règlement intérieur.
5. Nomination du (de la) Secrétaire général(e) de la Conférence.
6. Organisation des travaux, y compris ceux de tout organe subsidiaire de la Conférence.
7. Échange de vues général
8. Examen du fonctionnement et de l'état du Protocole.
9. Examen des questions que soulèvent les rapports présentés par les Hautes Parties contractantes conformément au paragraphe 4 de l'article 13 du Protocole modifié.
10. Engins explosifs improvisés (EEI)
11. Rapports de tout organe subsidiaire.
12. Approbation des coûts estimatifs pour 2023.
13. Questions diverses.
14. Examen et adoption du document final.

Annexe III

Tableau récapitulatif des rapports nationaux annuels soumis pour la vingt-troisième Conférence annuelle

Formules utilisées

Formule A : Diffusion d'informations

Formule B : Déminage et programmes de réadaptation

Formule C : Exigences techniques et informations utiles y relatives

Formule D : Textes législatifs

Formule E : Échange international d'informations techniques, coopération au déminage, et coopération et assistance techniques

Formule F : Autres points pertinents

Formule G : Renseignements sur le déminage à fournir pour la base de données de l'ONU

Notes

Normal : Présentation normale

Résumé : Simple résumé complété (ou non) par la ou les formules indiquant les modifications intervenues depuis la présentation du rapport précédent

Haute Partie contractante	Date de soumission	Cadre de présentation utilisé	Les informations peuvent être communiquées aux autres Hautes Parties contractantes	Formules utilisées							Langue
				A	B	C	D	E	F	G	
Afghanistan	-										
Afrique du Sud	-										
Albanie	-										
Allemagne	24.03.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Anglais
Argentine	31.03.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Espagnol
Australie	06.04.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Anglais
Autriche	21.06.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Anglais
Bangladesh	-										
Bélarus	14.04.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Russe
Belgique	31.03.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Anglais
Bénin											
Bolivie (État plurinational de)	-										
Bosnie-Herzégovine	-										
Brésil	-										
Bulgarie	16.04.2021	Résumé	Oui	-	-	-	-	-	-	-	Anglais
Burkina Faso	-										
Cabo Verde	-										
Cambodge	02.04.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Anglais
Cameroun	-										
Canada	-										
Chili	26.04.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Espagnol
Chine	30.03.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Chinois
Chypre	-										
Colombie	31.03.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Espagnol
Costa Rica	-										
Croatie	-										
Danemark	15.03.2021		Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Anglais
El Salvador	-										
Équateur											
Espagne	18.03.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	-	✓	Espagnol
Estonie	26.03.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Anglais

Haute Partie contractante	Date de soumission	Cadre de présentation utilisé	Les informations peuvent être communiquées aux autres Hautes Parties contractantes	Formules utilisées							Langue
				A	B	C	D	E	F	G	
États-Unis d'Amérique	29.04.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Anglais
Fédération de Russie	30.03.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Russe
Finlande	30.03.2021	Normal	Oui	-	✓	-	-	-	-	-	Anglais
France	15.04.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Français
Gabon	-										
Géorgie	30.07.2021	Normal	Oui	-	✓	-	-	-	-	-	Anglais
Grèce	12.04.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Anglais
Grenade	-										
Guatemala	09.03.2021	Résumé	Oui	-	-	-	-	-	-	-	Espagnol
Guinée-Bissau	-										
Honduras	-										
Hongrie	-										
Inde	01.07.2021	Normal	Oui	-	-	-	-	✓	-	✓	Anglais
Iraq	20.04.2021	Normal	Non	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Arabe
Irlande	31.03.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Anglais
Islande	-										
Israël	18.03.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Anglais
Italie	06.05.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Anglais
Jamaïque	-										
Japon	30.03.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Anglais
Jordanie	12.04.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Anglais
Koweït	-										
Lettonie	30.03.2021	Résumé	Oui	-	-	-	-	-	-	-	Anglais
Liban	-										
Libéria	-										
Liechtenstein	11.03.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Anglais
Lituanie	31.03.2021	Normal	Oui	-	-	-	-	✓	✓	-	Anglais
Luxembourg	31.05.2021	Résumé	Oui	-	-	-	-	-	-	-	Français
Macédoine du Nord											
Madagascar	-										
Maldives	-										
Mali	-										

Haute Partie contractante	Date de soumission	Cadre de présentation utilisé	Les informations peuvent être communiquées aux autres Hautes Parties contractantes	Formules utilisées							Langue
				A	B	C	D	E	F	G	
Malte	-										
Maroc	-										
Maurice	12.04.2021	Normal	Non	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Anglais
Monaco	-										
Monténégro	31.03.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Anglais
Nauru	-										
Nicaragua	-										
Niger	-										
Norvège	21.05.2021	Résumé	Oui	-	-	-	-	-	-	-	Anglais
Nouvelle-Zélande	23.04.2021	Normal	Oui	-	✓	-	-	-	-	-	Anglais
Pakistan	-										
Panama	14.05.2021	Résumé	Oui	-	-	-	-	-	-	-	Espagnol
Paraguay	-										
Pays-Bas	05.07.2021	Résumé	Oui	-	-	-	-	✓	-	-	Anglais
Pérou	30.03.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Espagnol
Philippines	-										
Pologne	31.03.2021	Normal	Oui	✓	-	-	-	✓	-	-	Anglais
Portugal	17.05.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Anglais
République de Corée	31.05.2021	Normal	Non	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Anglais
République de Moldova	31.03.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Anglais
République dominicaine	-										
République tchèque	22.03.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Anglais
Roumanie	-										
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	20.04.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Anglais
Saint-Siège	16.03.2021	Résumé	Oui	-	-	-	-	-	-	-	Anglais
Saint-Vincent-et-les Grenadines	-										
Sénégal	-										
Serbie	13.09.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Anglais
Seychelles	-										

<i>Haute Partie contractante</i>	<i>Date de soumission</i>	<i>Cadre de présentation utilisé</i>	<i>Les informations peuvent être communiquées aux autres Hautes Parties contractantes</i>	<i>Formules utilisées</i>							<i>Langue</i>
				<i>A</i>	<i>B</i>	<i>C</i>	<i>D</i>	<i>E</i>	<i>F</i>	<i>G</i>	
Sierra Leone	-										
Slovaquie	30.03.2021	Normal	Oui	✓	-	-	-	✓	-	-	Anglais
Slovénie	22.03.2021	Normal	Oui	-	-	-	-	✓	-	-	Anglais
Sri Lanka											
Suède	26.03.2021	Résumé	Oui	-	-	-	-	✓	-	-	Anglais
Suisse	31.03.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Anglais
Tadjikistan	-										
Tunisie	-										
Türkiye	31.03.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Anglais
Turkménistan	-										
Ukraine	02.04.2021	Normal	Oui	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	Anglais
Uruguay	-										
Venezuela (République bolivarienne du)	-										
Zambie	-										

Annexe IV

Liste des États qui ont notifié au Dépositaire leur consentement à être liés par le Protocole II modifié (au 10 décembre 2021)

<i>Haute partie contractante</i>	<i>Date de notification du consentement</i>
Afghanistan	9 août 2017
Afrique du Sud	26 juin 1998
Albanie	28 août 2002
Allemagne	2 mai 1997
Argentine	21 octobre 1998
Australie	22 août 1997
Autriche	27 juillet 1998
Bangladesh	6 septembre 2000
Bélarus	2 mars 2004
Belgique	10 mars 1999
Bénin	27 septembre 2019
Bolivie (État plurinational de)	21 septembre 2001
Bosnie-Herzégovine	7 septembre 2000
Brésil	4 octobre 1999
Bulgarie	3 décembre 1998
Burkina Faso	26 novembre 2003
Cabo Verde	16 septembre 1997
Cambodge	25 mars 1997
Cameroun	7 décembre 2006
Canada	5 janvier 1998
Chili	15 octobre 2003
Chine	4 novembre 1998
Chypre	22 juillet 2003
Colombie	6 mars 2000
Costa Rica	17 décembre 1998
Croatie	25 avril 2002
Danemark	30 avril 1997
El Salvador	26 janvier 2000
Équateur	14 août 2000
Espagne	27 janvier 1998

<i>Haute partie contractante</i>	<i>Date de notification du consentement</i>
Estonie	20 avril 2000
États-Unis d'Amérique	24 mai 1999
Fédération de Russie	2 mars 2005
Finlande	3 avril 1998
France	23 juillet 1998
Gabon	22 septembre 2010
Géorgie	8 juin 2009
Grèce	20 janvier 1999
Grenade	10 décembre 2014
Guatemala	29 octobre 2001
Guinée-Bissau	6 août 2008
Honduras	30 octobre 2003
Hongrie	30 janvier 1998
Inde	2 septembre 1999
Iraq	24 septembre 2014
Irlande	27 mars 1997
Islande	22 août 2008
Israël	30 octobre 2000
Italie	13 janvier 1999
Jamaïque	25 septembre 2008
Japon	10 juin 1997
Jordanie	6 septembre 2000
Koweït	24 mai 2013
Lettonie	22 août 2002
Liban	5 avril 2017
Libéria	16 septembre 2005
Liechtenstein	19 novembre 1997
Lituanie	3 juin 1998
Luxembourg	5 août 1999
Macédoine du Nord	31 mai 2005
Madagascar	14 mars 2008
Maldives	7 septembre 2000
Mali	24 octobre 2001
Malte	24 septembre 2004

<i>Haute partie contractante</i>	<i>Date de notification du consentement</i>
Maroc	19 mars 2002
Maurice	2 novembre 2018
Monaco	12 août 1997
Monténégro	30 décembre 2011
Nauru	12 novembre 2001
Nicaragua	5 décembre 2000
Niger	18 septembre 2007
Norvège	20 avril 1998
Nouvelle-Zélande	8 janvier 1998
Pakistan	9 mars 1999
Panama	3 novembre 1999
Paraguay	22 septembre 2004
Pays-Bas	25 mars 1999
Pérou	3 juillet 1997
Philippines	12 juin 1997
Pologne	14 octobre 2003
Portugal	31 mars 1999
République de Corée	9 mai 2001
République de Moldova	16 juillet 2001
République dominicaine	21 juin 2010
République tchèque	10 août 1998
Roumanie	25 août 2003
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	11 février 1999
Saint-Siège	22 juillet 1997
Saint-Vincent-et-les Grenadines	6 décembre 2010
Sénégal	29 novembre 1999
Serbie	14 février 2011
Seychelles	8 juin 2000
Sierra Leone	30 septembre 2004
Slovaquie	30 novembre 1999
Slovénie	3 décembre 2002
Sri Lanka	24 septembre 2004
Suède	16 juillet 1997

<i>Haute partie contractante</i>	<i>Date de notification du consentement</i>
Suisse	24 mars 1998
Tadjikistan	12 octobre 1999
Tunisie	23 mars 2006
Turkménistan	19 mars 2004
Türkiye	2 mars 2005
Ukraine	15 décembre 1999
Uruguay	18 août 1998
Venezuela (République bolivarienne du)	19 avril 2005
Zambie	25 septembre 2013

Annexe V

Déclaration sur les engins explosifs improvisés

1. Les Hautes Parties contractantes au Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996 (Protocole II modifié), annexé à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, agissant conformément aux buts et objectifs de la Convention,
2. *Se déclarent profondément préoccupées* par l'emploi sans discernement d'engins explosifs improvisés (EEI) qui frappent sans discrimination et les effets croissants au niveau mondial des attaques, en particulier les actes de terrorisme, perpétrés à l'aide de tels engins ;
3. *Se déclarent également préoccupées* par les effets néfastes de ces attaques sur le développement socioéconomique, les infrastructures, la liberté de circulation et la sécurité et la stabilité des États, et soulignent qu'il est nécessaire de s'employer à résoudre ce problème pour atteindre les objectifs et cibles énoncés dans le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ;
4. *Réaffirment* les interdictions ou limitations existantes de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs applicables aux EEI, telles qu'elles figurent dans le Protocole II modifié ;
5. *Saluent* la contribution significative du Groupe d'experts du Protocole II modifié sur la question des EEI, qui a notamment contribué à sensibiliser l'opinion à la menace mondiale que ces engins représentent ;
6. *Saluent également* le rôle que l'ONU joue dans la lutte contre les EEI et se félicite de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations Unies des résolutions 70/46 en 2015, 71/72 en 2016, 72/36 en 2017, 73/67 en 2018 et 75/59 en 2020, intitulées « Lutter contre la menace que représentent les engins explosifs improvisés », ainsi que de la résolution 75/291 en 2021, intitulée « Septième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies » ;
7. *Prennent acte* des rapports du Secrétaire général (A/73/156 et A/75/175), notamment des recommandations qu'ils contiennent ;
8. *Considèrent* que la lutte contre la menace que représentent les EEI nécessite que des mesures soient prises dans les instances pertinentes, aux niveaux appropriés et de la part de multiples parties prenantes, y compris dans le cadre du Protocole II modifié, et que ces mesures doivent tenir compte des incidences humanitaires, politiques, socioéconomiques et sécuritaires de ces engins ;
9. *Considèrent également* qu'il importe que les femmes et les hommes disposent des mêmes possibilités de participation à la lutte contre la menace que représentent les EEI ;
10. *Déclarent* que, compte tenu de leurs préoccupations quant aux incidences des EEI au niveau mondial, les Hautes Parties contractantes, dans le cadre du Protocole II modifié ou dans les instances nationales ou internationales appropriées, sachant qu'il est nécessaire d'éviter les chevauchements d'activité, ont l'intention de :
 - a) Travailler à l'élaboration et au renforcement de mesures cohérentes et coordonnées prises aux niveaux national, sous-régional et régional, selon que de besoin, pour faire face à la menace que représentent les EEI ;
 - b) Prendre toutes les mesures nécessaires et réalistes, notamment, le cas échéant, une gestion appropriée des stocks d'armes, pour empêcher le détournement de précurseurs, d'explosifs et de composants susceptibles d'être utilisés pour la fabrication d'EEI, et agir en coopération ;

c) Continuer d'échanger des renseignements, à titre facultatif et compte tenu des politiques nationales en matière de protection de l'information sensible, concernant les mesures, pratiques exemplaires, recommandations et méthodes visant à faire face à la menace posée par les EEI, ainsi que sur les attaques menées au moyen de tels engins ;

d) Poursuivre les activités de sensibilisation, en étudiant les possibilités de synergie avec d'autres organisations et réseaux internationaux pertinents ;

e) Poursuivre les campagnes de sensibilisation aux risques liés aux EEI, selon que de besoin ;

f) Encourager les États, l'Organisation des Nations Unies et les organisations internationales, régionales et autres qui sont en mesure de le faire et ont les compétences requises à permettre aux États qui en font la demande, en leur accordant une aide technique, financière et matérielle, de se doter de moyens accrus pour contrer la menace des engins explosifs improvisés, aux niveaux national, régional et international.

11. *Encouragent* les États qui ne sont pas encore parties à la Convention à agir conformément, le cas échéant, au paragraphe ci-dessus de la présente Déclaration,

12. *Déclarent* que l'universalisation et la pleine mise en œuvre de la Convention et de ses Protocoles, en particulier le Protocole II modifié, contribueraient de manière significative à faire face aux dangers que représentent les EEI,

13. *Réaffirment* leur détermination à poursuivre leurs efforts dans le cadre de la Convention, en particulier par l'intermédiaire du Groupe d'experts du Protocole II modifié, afin d'étudier les moyens de résoudre le problème que constituent les EEI au niveau mondial conformément aux buts et objectifs de la Convention.

Annexe VI

Examen de la mise en œuvre du Protocole II modifié

Protocole sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs, tel qu'il a été modifié le 3 mai 1996 (Protocole II modifié), et annexe technique au Protocole

1. La Conférence prend note des dispositions de ce Protocole.
2. La Conférence réaffirme l'engagement pris par les Hautes Parties contractantes de prendre les mesures nécessaires au titre du Protocole et d'assurer à l'échelon national l'exécution intégrale et effective des obligations découlant de cet instrument.
3. La Conférence se félicite des efforts engagés par les Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié pour réduire les effets de l'emploi des mines, pièges et autres dispositifs qui frappent sans discrimination, et pour faire en sorte que des armes de ce type conçues pour causer des maux superflus ou des souffrances inutiles ou de nature à causer de tels maux ou de telles souffrances ne soient jamais utilisées.
4. La Conférence se félicite également de la décision prise à la dixième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié, tenue en 2008, dans le cadre de la revitalisation des travaux au titre du Protocole II modifié et en vue de renforcer encore l'application de cet instrument, de mettre en place un groupe d'experts informel à composition non limitée.
5. La Conférence prend note avec satisfaction des activités menées dans le cadre des réunions annuelles du Groupe d'experts des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié pour examiner le fonctionnement et l'état du Protocole, étudier les questions découlant des rapports présentés par les Hautes Parties contractantes conformément au paragraphe 4 de l'article 13 du Protocole II modifié et la mise au point de technologies visant à protéger les civils contre les effets des mines qui frappent sans discrimination, ainsi que la question des engins explosifs improvisés (EEI).
6. La Conférence prend note de l'obligation qu'ont les Hautes Parties contractantes de présenter des rapports annuels au titre du Protocole II modifié, et engage les Hautes Parties contractantes à s'acquitter pleinement, systématiquement et dans les délais voulus de cette obligation.
7. La Conférence prend note avec satisfaction de la poursuite des débats de fond sur les EEI, débats qui ont donné l'occasion au Groupe d'experts des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié d'examiner activement un thème ayant un rapport avec les dispositions du Protocole II modifié et avec leur application. Depuis 2009, les Hautes Parties contractantes axent leurs activités sur la mise en commun de l'expérience acquise en ce qui concerne l'ampleur des dommages humanitaires causés par les EEI et sur la recherche de mesures, aux échelons national, régional et international, propres à déjouer et empêcher l'emploi illicite d'EEI et à réduire les effets indiscriminés de ces engins par les moyens suivants :
 - a) La tenue d'un recueil des lignes directrices, pratiques optimales et autres recommandations existantes visant à faire face au problème du détournement et de l'utilisation illicite de matériaux pouvant servir à la fabrication d'EEI ;
 - b) L'échange de renseignements relatifs aux évolutions techniques pertinentes en ce qui concerne l'atténuation du danger des EEI et de leurs effets sur les civils, ainsi qu'aux campagnes de sensibilisation aux risques ou d'information du public ;
 - c) L'échange d'informations sur les accidents liés aux EEI, et l'étude de solutions pour l'échange d'informations automatisé, telles que des bases de données, des portails ou des plateformes ;
 - d) La communication régulière à toutes les Hautes Parties contractantes d'informations concernant les faits nouveaux relatifs aux EEI examinés dans d'autres instances, dans un souci d'unité d'action ;

e) L'adoption et la tenue à jour d'un questionnaire ponctuel à compléter à titre volontaire, en vue d'intensifier l'échange d'informations et la coopération et l'assistance internationales et de renforcer les capacités nationales des Hautes Parties contractantes en ce qui concerne l'atténuation du problème des EEI, notamment par la création d'un réseau de coordonnateurs nationaux ;

8. La Conférence considère qu'il importe de permettre aux femmes comme aux hommes de participer de manière équilibrée aux travaux du Groupe d'experts, afin d'aider celui-ci à lutter contre la menace que représentent les EEI.

9. La Conférence se félicite de la déclaration actualisée sur les engins explosifs improvisés adoptée par la vingt-troisième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié.

10. La Conférence prend note avec satisfaction de la décision des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié d'analyser chaque année les différentes formules de présentation des rapports pour améliorer la qualité des rapports et des informations figurant dans les formules soumises.

11. La Conférence prend également note de la décision prise en 2010 par la douzième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié de synchroniser la présentation des rapports annuels nationaux avec celle des rapports nationaux au titre du Protocole V à la Convention. La date de soumission des deux types de rapport a été fixée au 31 mars de chaque année afin de permettre au Groupe d'experts de les examiner.

12. La Conférence prend note des consultations engagées par le Président désigné de la vingt et unième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes avec les délégations sur la possibilité de prévoir des débats sur les bonnes pratiques relatives à la mise en œuvre du Protocole s'agissant des mines autres que les mines antipersonnel et, en particulier, de la protection des civils. Elle constate que des divergences de vues subsistent entre les délégations quant à la nécessité de poursuivre l'examen de la question des mines autres que les mines antipersonnel dans le cadre du Protocole II modifié.

13. La Conférence constate avec satisfaction que, conformément à l'article 13 du Protocole II modifié, 22 conférences annuelles des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié ont été organisées aux fins de consultations et de coopération sur toutes les questions liées au Protocole. La vingt-deuxième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié, qui devait se tenir en 2020, n'a pas eu lieu en raison des circonstances exceptionnelles dues à la pandémie de COVID-19.

14. La Conférence rappelle que la période, prévue aux paragraphes 2 c) et 3 c) de l'annexe technique, pendant laquelle les Hautes Parties contractantes peuvent différer le respect des dispositions de l'article 4 relatives à la détectabilité des mines antipersonnel et de l'article 5 relatives à l'autodestruction et l'autodésactivation des mines antipersonnel a pris fin le 3 décembre 2007.

15. La Conférence salue le travail précieux qu'accomplissent les institutions et organismes compétents des Nations Unies, le Comité international de la Croix-Rouge dans le cadre de son mandat d'assistance aux victimes de la guerre, le Centre international du déminage humanitaire de Genève, les organisations gouvernementales internationales et régionales, ainsi que les organisations non gouvernementales dans plusieurs domaines ayant un rapport avec le Protocole II modifié, en particulier les soins prodigués aux victimes des mines et leur réadaptation, l'exécution des programmes de sensibilisation aux dangers des mines et le déminage.

16. La Conférence recommande qu'à l'avenir, les Conférences annuelles des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié aient lieu juste avant ou juste après les Réunions des Hautes Parties contractantes à la Convention et Conférences des Hautes Parties contractantes au Protocole V.

Annexe VII**Liste des documents**

<i>Cote</i>	<i>Titre</i>
CCW/AP.II/CONF.23/1	Ordre du jour provisoire
CCW/AP.II/CONF.23/2	Rapport sur les engins explosifs improvisés – Document soumis par les Coordonnateurs
CCW/AP.II/CONF.23/3	Coûts estimatifs – Réunion de 2022 du Groupe d’experts des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié
CCW/AP.II/CONF.23/3/Corr.1	Coûts estimatifs – Réunion de 2022 du Groupe d’experts des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié – Rectificatif
CCW/AP.II/CONF.23/4	Coûts estimatifs – Vingt-quatrième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié
CCW/AP.II/CONF.23/4/Corr.1	Coûts estimatifs – Vingt-quatrième Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II modifié – Rectificatif
CCW/AP.II/CONF.23/5	Questionnaire visant à faciliter la diffusion de l’information et la coopération en matière de lutte contre les engins explosifs improvisés
CCW/AP.II/CONF.23/6	Document final
CCW/AP.II/CONF.23/CRP.1	Draft final document
CCW/AP.II/CONF.23/INF.1	List of participants